



Bulletin de l'Association des religieuses
pour la promotion des femmes (ARPF)

Rei- femmes

DANS CE NUMÉRO

À l'aube de la Marche mondiale des femmes, édition 2010, la paix et la démilitarisation sont désormais nommées comme enjeux qui préoccupent particulièrement les femmes. La Coordination québécoise de la marche mondiale a retenu cet enjeu comme l'un des objets de ses revendications pour la Marche de 2010.

Sous la plume de Suzanne Loiselle, directrice de L'Entraide missionnaire, ce thème est largement développé. Partant du virage militariste de l'actuel gouvernement canadien, l'auteure dénonce particulièrement l'engagement du Canada en Afghanistan; elle décrit le mouvement citoyen qui s'élève contre les guerres et prend des initiatives pour construire la paix.

Le dossier traite plus spécifiquement de l'impact des guerres sur les femmes, notamment les femmes afghanes. Devant ce drame humain empreint d'injustice et de violence extrême, le mouvement des femmes participe à la contestation des guerres d'occupation et propose des voies de solidarité avec les femmes afghanes.

Comme témoin, l'À propos évoque la jeune ex-députée afghane, Malalāi Joya, récemment de passage chez nous. Celle-ci a effectivement payé le prix de la vérité contre toute oppression.

L'équipe de rédaction

EN MOUVEMENT

Du Comité de la jupe à la Conférence des baptiséEs

Le Comité de la jupe

Catholique et femmes,
pour une Église prophétique. Hommes et Femmes sont les bienvenus!



Le 6 novembre 2008, à Radio Notre-Dame, le cardinal archevêque de Paris, André Vingt-Trois affirmait : « Le tout n'est pas d'avoir une jupe, c'est d'avoir quelque chose dans la tête. » Choquées par ces propos, quinze personnes déposent une plainte devant le tribunal ecclésiastique de Paris. Les excuses du cardinal amènent le retrait de la plainte. L'affaire étant ainsi classée, le groupe des plaignantes souhaite rester vigilant devant les nombreuses discriminations subies par les femmes dans l'Église catholique. Ainsi, le Comité de la jupe est né et se définit comme suit : « Catholiques et femmes, pour une Église prophétique ».

Initiative plutôt féminine que féministe, le comité est composé, au départ, de citoyennes – plusieurs sont religieuses – qui veulent faire bouger les choses, provoquer un mouvement de renaissance de l'Église catholique par la participation et la responsabilisation de toutes et de tous, sans discrimination de sexe. Répondant à un devoir de résistance, le Comité s'est d'abord donné la responsabilité de parler : « Aujourd'hui, nous prenons la parole et nous donnons à notre Église un temps et un lieu d'expression publique », la parole de chacune et de chacun étant une pierre qui construit l'Église. Le Comité s'engage donc résolument dans la construction d'une Église adaptée à notre époque.

Récemment, soit le dimanche 11 octobre 2009, jour anniversaire de l'ouverture du Concile Vatican II, le Comité de la jupe a concrétisé son élargissement et créé la Conférence des BaptiséEs de France dite « maison de parole, assemblée commune. »

Une telle histoire captivante rejoint un objectif du plan d'action de l'ARPF, « promouvoir une Église inclusive et renouvelée ». Avec d'autres, quelles initiatives pourraient enclencher le mouvement ?

Céline Beaulieu, CND

RELI-FEMMES,
Bulletin de l'ARPF
N° 68 - FÉVRIER 2010



Édité trois fois l'an
par l'Association
des religieuses
pour la promotion
des femmes.

Le but de l'Association est de travailler, dans une perspective évangélique et selon les charismes des divers instituts, à la promotion des femmes - religieuses et/ou laïques - dans l'Église et dans la société.

Équipe de rédaction:
Céline Beaulieu, CND,
Suzanne Bolduc, FSP,
Madeleine Laliberté, RJM,
Camilla Martin, NDA,
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières:
Les membres
de l'Équipe de coordination,
Léona Deschamps, RSR,
Jeanne Gareau, SSA,
Pierrette Pelletier, SMNDA.

Infographie:
Nathalie Tassé

Conception graphique:
René St-Amand

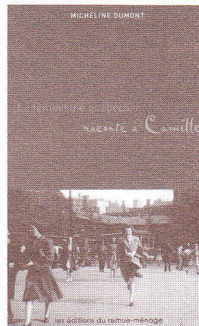
Impression:
Imprimerie Maxime inc.

Expédition:
Suzanne Bolduc, FSP
et des bénévoles, secrétariat
de l'ASMDM

Abonnement
(taxes incluses)
Canada: 10\$
Étranger: 13\$

Reproduction permise
sous réserve d'en
mentionner la source.

Correspondance:
Louise Bégin, CND
15-B, rue des Frères Ouest
Québec (Québec)
G1L 1G1
Tél.: (418) 628-0124
louise.begin@sympatico.ca



DUMONT, Micheline,
*Le féminisme québécois
raconté à Camille*,
Montréal, Remue-
ménage, 2009, 247 pages.

Historienne un jour, historienne toujours! devrait-on dire de Micheline Dumont. En effet, depuis 1970, tout en étant professeure d'histoire à l'Université de Sherbrooke, elle y poursuit des recherches sur l'histoire des femmes du Québec. Rompue aux tâches universitaires, elle met à profit ses performances en histoire afin d'inscrire le féminisme dans la mémoire collective et ses fibres de pédagogue en faisant connaître aux jeunes du XXI^e siècle les avancements des femmes. Une double visée atteinte avec la publication de son ouvrage: «Le féminisme québécois raconté à Camille». Quel héritage pour sa petite-fille de quinze ans! mais encore quelle reconnaissance pour les militantes d'hier et quelle dynamique provocation lancée aux jeunes et aux moins jeunes de poursuivre la marche collective pour changer le monde!

Le récit s'amorce à la fin du XIX^e siècle, alors qu'un peu partout dans le monde, les femmes de la bourgeoisie entreprennent de faire entendre leur voix dans une société dominée par les hommes. Au Québec, quelques audacieuses se lancent dans cette aventure. Elles nous paraissent aujourd'hui bien timides, pourtant on les accusait alors de vouloir briser la société.

L'ouvrage repère, au cours des trente-quatre chapitres répartis dans cinq parties, les changements gagnés par des collectives de Québécoises audacieuses qui ont entrepris de faire entendre leurs voix dans une société dominée par les hommes. Au fil de la lecture, on admire leur manière de s'organiser (1893-1912) sans dépendre des autorités religieuses et à l'instar des groupes existant chez les Canadiennes anglaises. Une expression d'autonomie très appréciable! Quasi

inimaginable, cette longue lutte au Québec pour l'obtention du droit de vote des femmes due aux violentes oppositions des hommes politiques, des journalistes et des évêques! On se remémore ensuite (1940 à 1969) l'acharnement des femmes devenues enfin citoyennes à prendre leur place à part entière dans la société québécoise. En rappelant les diverses actions politiques, syndicales, sociales, artistiques et littéraires de 1969 à 1980, l'auteure expose la grande ébullition féministe de cette décennie. Toute la dernière partie intitulée «Au travail pour changer le monde» (1981-2009) souligne l'impact international de la marche québécoise «Du pain et des roses» et relève les nouveaux débats menés aujourd'hui à travers des féminismes à stratégies ciblées. Car les jeunes rebelles, issues des grèves étudiantes ainsi que des divers mouvements «antiglobalisation», altermondialisme, anticapitalisme, environnementalisme et pacifisme s'organisent avec autant d'ardeur que celles du XX^e siècle.

Le magnifique ouvrage de Micheline Dumont dresse, dans un style accessible, vivant et savoureux, le courageux parcours du féminisme québécois. On apprécie l'incidence des cinquante photos qui réhabilitent autrement la mémoire de nombreuses Québécoises engagées pour la cause des femmes et diverses actions menées durant l'époque remémorée!

«Le féminisme québécois raconté à Camille», un ouvrage à lire et à relire par toutes les personnes de tous âges à la fibre historique vibrante. Un ouvrage que l'on savoure aussi avec profit en le parcourant comme un album de photos, car toutes sont pertinemment annotées. Les riches tableaux chronologiques ne pourraient-ils pas servir à la création d'un quiz fort intéressant pour l'animation d'une soirée féministe? Le livre de Micheline Dumont à lire aussi pour la remercier de nous l'offrir. Un livre à lire pour nous dynamiser dans nos engagements féministes surtout lors de la future marche à relais annoncée par les militantes de la Marche mondiale des femmes 2010.

Léona Deschamps, RSR

En toute vérité

« Qui dit la vérité? » Une question qui est toujours actuelle et qui contient des enjeux importants selon les époques et les circonstances. Elle me touche de façon particulière à l'occasion du passage à Montréal, le 24 novembre 2009 de Malalai Joya, la plus jeune ex-députée du Parlement de l'Afghanistan. Celle-ci a été élue en 2003 à l'âge de 23 ans. Son jeune âge ne l'a pas empêchée de dénoncer la présence, dans l'assemblée constitutionnelle de son pays, de plusieurs participants qui sont des criminels de guerre; elle a exigé qu'ils soient traduits en justice. Évidemment, son franc-parler a entraîné son expulsion du Parlement en 2007 après qu'on ait proféré des menaces de viol pour la faire taire. Elle vit toujours dans son pays, protégée par des gardes du corps, et elle doit changer constamment de domicile. Elle affirme qu'on a attenté à sa vie à cinq reprises.

La vérité coûte cher

Même si la vérité a un prix élevé, elle ne peut être mise sous le boisseau. Malalai Joya n'a pas craint également d'exprimer que les gouvernements occidentaux mentent quand ils disent se battre pour la démocratie et les droits des femmes. «Le nombre de viols est en hausse, des femmes se font défigurer ou asperger d'acide et les coupables s'en tirent s'ils ont les moyens de payer», affirme-t-elle. «Il n'y avait aucune femme au pouvoir sous les talibans. Il y a 28% de députés femmes aujourd'hui, mais la plupart ne jouent qu'un rôle symbolique», croit-elle.

Dans notre propre société, au Québec et au Canada, les nouvelles nous apprennent régulièrement toutes sortes de collusion, de fraudes et autres sujets à controverses. Heureusement que des voix se font

entendre et réclament de connaître tous les dessous des malhonnêtetés en cause, des abus de toutes sortes.

Cependant, cette vérité est souvent très difficile à obtenir, et demeure trop souvent inaccessible. Devons-nous démissionner en tant que membres d'une société, cesser de la rechercher? Notre propre Association s'inscrit dans cette recherche citoyenne de vérité et dans la participation à des activités de dénonciation.

Pour un horizon d'honnêteté

Un film tout récent, *La Donation de Bernard Émond* (2009), nous amène à réfléchir avec franchise sur différents problèmes du monde d'aujourd'hui. Devant l'horizon des larges étendues de l'Abitibi et des situations auxquelles est confronté quotidiennement le monde médical, toutes sortes de misères et détresses humaines sont mises à nu et nous interpellent. Les longs silences et les moments de contemplation sollicitent la recherche de la vérité.

Je termine par ce beau chant de l'opéra-féerie de Gilles Tremblay, *L'eau qui danse, la pomme qui chante et l'oiseau qui dit la vérité*, présenté au Monument national, Montréal, 2009.

«Vérité grande est cette liberté
que l'on donne à l'oiseau
De chanter la pure beauté d'être vivant.
Ce qui s'élève pour le monde
L'oiseau le voit car il le chante
Ce qui s'élève dans le chant
C'est pour le monde une soif
d'enchantement.»

Monique Dumais, OSU

Nouvelle coalition, une invitation pour l'ARPF?

Depuis les années 90, les gouvernements qui se succèdent à Québec comme à Ottawa appliquent les mêmes vieilles recettes néolibérales: coupures dans les services publics et les programmes sociaux, privatisations, etc., marchandisant ainsi le bien commun et les services publics, ce qui conduit à la déconstruction d'un modèle de société fondé sur la solidarité.

Dans ce contexte, des organisations communautaires, syndicales, étudiantes, féministes et populaires ont décidé de jeter les bases de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

La participation à une telle coalition serait, pour l'ARPF, une manière d'actualiser le second objectif du plan d'action: «Dans une perspective écoféministe, nous engager dans la recherche du bien commun en agissant contre la privatisation des ressources et pour leur utilisation équitable» et de lutter contre la privatisation des services publics.

À suivre.

Femmes, paix et démilitarisation



Suzanne Loiselle, SA

directrice de l'Entraide missionnaire
et représentante de l'EMI au Collectif
Échec à la guerre

« Tous les êtres humains ont le droit de vivre dans un monde sans guerre et sans conflit armé, sans occupation étrangère, ni base militaire. Nul n'a le droit de vie ou de mort sur les personnes et les peuples. »

Cette affirmation contenue dans la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, charte adoptée en décembre 2004 à Kigali au Rwanda dans le cadre de la 5^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des Femmes (MMF), est mise à rude épreuve de nos jours.

Le Canada en guerre

Aujourd'hui, nous vivons à l'heure de la *guerre au terrorisme*. Menée par les États-Unis et leurs alliés, d'abord en Afghanistan à l'automne 2001, puis en Irak en 2003, cette guerre est toujours en cours.

Ouvert dans la foulée des événements du 11 septembre 2001, ce nouveau

front de guerre a réveillé l'esprit belliqueux des pays du monde occidental dont le Canada et a servi de justification à de véritables « mesures de guerre » : adoption précipitée de lois dites antiterroristes, renforcement de dispositifs sécuritaires, restrictions des droits et libertés des citoyens et citoyennes. Qui plus est, les dépenses militaires ont explosé au détriment des budgets de la santé, de l'éducation, de l'aide publique au développement, sans que soient assurés la sécurité et le mieux-être des populations des pays agressés et agresseurs.

Pour preuve, la facture militaire canadienne ne cesse de croître, le coût de la guerre ayant doublé en quatre ans : de 805 millions de dollars en 2006-2007 à 1,5 milliard de dollars en 2009-2010. Selon la publication « La stratégie de défense. Le Canada d'abord », le gouvernement canadien anticipe, pour les vingt prochaines années, des dépenses militaires de l'ordre de 490 milliards de dollars.

Malgré ces budgets faramineux et le déploiement sans précédent de militaires canadiens à Kandahar, la ville n'est toujours pas sécurisée. Bien au contraire, le nombre d'attentats a doublé en 2008, passant de 100 à 200 par mois. D'après le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, la détérioration de la sécurité concerne non seulement Kandahar mais l'ensemble du pays.

En juillet 2011, date annoncée du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan, la guerre dans ce pays

aura duré près de dix ans et fait de nombreuses victimes civiles, majoritairement des femmes et des enfants, le nombre de victimes civiles étant beaucoup plus important que celui des victimes militaires. Les femmes afghanes sont particulièrement touchées dans leur vie quotidienne : elles souffrent de violences domestiques, sont harcelées et humiliées, menacées et violées ; elles servent de monnaie d'échange et sont contraintes à la prostitution, souvent, faut-il le dire, à proximité des bases ou des campements militaires. Vivant dans une économie de guerre, les femmes et les enfants subissent les effets catastrophiques de l'absence de services publics, tels l'accès à l'eau potable, à l'éducation, aux services de santé et leurs droits fondamentaux sont carrément bafoués¹.

Le mouvement citoyen en action

Pendant que se déroule au loin cette guerre au terrorisme entraînant toutes sortes de tragédies humaines, de multiples voix d'ici et d'ailleurs se sont élevées pour dire *Non à la guerre et place à la paix !* Pensons

- aux marches pour la paix dans le cadre des différents *Forums sociaux mondiaux* (FSM) tenus successivement à Porto Alegre, Mumbai, Nairobi, Belem ;
- aux grandes manifestations pour la paix d'une ampleur sans précédent à travers le monde (février et mars 2003) pour stopper l'intervention militaire en Irak ;

- aux pressions soutenues de militantes des droits des femmes ainsi que des survivantes de violence sexuelle en situation de conflits qui ont mené à la publication de la nouvelle *Déclaration de Nairobi* sur «le droit des femmes et des filles à un recours et à réparation», déclaration rendue publique dans le cadre d'une réunion internationale tenue au Kenya en mars 2007;
- aux nombreuses initiatives pour la paix dont les actions des coalitions anti-guerre, celles du groupe Code Pink aux États-Unis et des Femmes en Noir d'Israël, etc.

Le mouvement des femmes au rendez-vous

Dans ce grand mouvement citoyen d'opposition aux guerres menées par les États-Unis et leurs alliés, le mouvement des femmes tient une place privilégiée. Dès l'an 2000, avant même le déclenchement de la guerre au terrorisme, la *Marche mondiale des femmes* (MMF) comptait la paix et la démilitarisation parmi ses revendications. En 2003, elle lançait un appel contre la guerre en Irak et tenait une manifestation du refus de la guerre lors de sa 4^e rencontre internationale tenue à New-Delhi en Inde. À la fin de l'année 2004, lors de sa 5^e rencontre internationale au Rwanda, la MMF inscrivait la paix comme une des cinq valeurs fondamentales de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité. Lors de sa dernière rencontre d'octobre 2008 tenue en

Galice, la paix et la démilitarisation ont été retenues parmi les quatre champs d'action de la Marche mondiale des femmes de l'an 2010. Le lancement de ses actions pour l'année 2010 est prévu pour le 8 mars prochain.

Des voies de solidarité avec les femmes afghanes

Dans son récent travail de mobilisation contre la guerre en Afghanistan, le Collectif Échec à la guerre propose de se solidariser avec les femmes afghanes dans la lutte pour la défense de leurs droits. D'abord en faisant pression sur le gouvernement canadien pour le retrait de ses troupes. La fin de la guerre, le retrait des troupes étrangères et un repositionnement de l'aide internationale sont des conditions *sine qua non* de l'amélioration de la situation des femmes afghanes.

De plus, le Collectif dénonce l'instrumentalisation des femmes pour justifier la guerre d'occupation dans ce pays; il exige du gouvernement canadien qu'il donne «l'heure juste» sur les progrès réalisés en matière de droits des femmes et de «bonne gouvernance» et qu'il rende des comptes à la population concernant l'impact de son intervention militaire: nombre de victimes afghanes, torture de prisonniers, usage de munitions prohibées, etc. Enfin, le Collectif insiste sur l'importance de développer des liens directs avec des organisations de femmes afghanes².

Échec à la guerre et place à la paix

Alors que la guerre en Afghanistan continue de faire rage, que la propagande de guerre nous présente la mission militaire canadienne comme une entreprise noble, courageuse et salvatrice, que la vague militariste déferle sur le Canada (intensification du recrutement militaire, escalade dans les contrats militaires, abandon des missions de paix), la mobilisation pour faire *échec à la guerre et place à la paix* est de plus en plus importante pour que les morts et les dévastations des pays agressés ne tombent pas dans l'oubli.

C'est dans ce mouvement de résistance aux guerres d'agression dont celle en Afghanistan et dans un effort concerté de compréhension des véritables enjeux de la *guerre au terrorisme* que le Collectif Échec à la guerre organise, du 19 au 21 mars prochain, un Sommet populaire sur la guerre et le militarisme. C'est un rendez-vous à ne pas manquer.

Karen Young, artiste engagée, a offert au Collectif la merveilleuse chanson militante *Coquelicots* tirée de son dernier album *Electro-Beatniks* et chantée en primeur au cours d'une manifestation contre la guerre dans les rues de Montréal. Que cette chanson inspire la poursuite de nos engagements pour la paix. Elle est disponible sur le site de l'artiste³.

1. Collectif Échec à la guerre, *Le rôle du Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan*, février 2007, pages 13-18

2. Collectif Échec à la guerre et Fédération des femmes du Québec, fascicule *Mener la guerre pour le bien des femmes... vraiment?*, juin 2009)

3. www.KarenYoung.org

QUÉBEC

«Le nouveau cours d'Éthique et de Culture religieuse à l'école québécoise, un enjeu à mieux comprendre», tel fut le thème qui a rassemblé avec beaucoup d'intérêt plus d'une centaine de femmes, religieuses et laïques, invitées par les membres de l'ARPF, section de Québec, le dernier samedi d'octobre 2009.

Cette rencontre animée par Madame Elisabeth Garant, directrice du Centre justice et foi et de la revue Relations a apporté de nouveaux éclairages sur l'école québécoise et l'Église d'ici en profonde mutation. Il faut savoir que le cours de formation en Éthique et Culture religieuse n'est pas une création spontanée du ministère de l'Éducation. Grâce à une synthèse bien campée dans l'histoire du Québec, ce cours apparaît comme «l'aboutissement d'une longue démarche qui s'est échelonnée sur plus de 40 ans.»

Au Québec, le temps est arrivé de faire du neuf. Notre société ouverte au multiculturalisme est en processus de laïcisation. De grands défis s'offrent donc à l'Église, aux parents d'abord, puis à toutes ces personnes, femmes et hommes, qui oeuvrent en éducation dans quelque domaine que ce soit.

Source: Myriam Pelletier, SCQ

MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC-LANAUDIÈRE

Pour changer la crise alimentaire en souveraineté alimentaire

Le samedi 25 avril dernier, une demi-journée de formation était offerte chez les Filles de Jésus, à Ville-bois. La jeunesse et l'expérience de terrain de nos deux personnes-ressources, Annick

Michaud et Richard Grenier, ont facilité l'absorption du contenu très imagé du diaporama sur la crise alimentaire d'ici et d'ailleurs.



L'excellente qualité du dossier du Réseau In-Terre-Actif du Comité Solidarité de Trois-Rivières a également contribué à l'intérêt soutenu des 61 participantEs. De plus, d'une part, une mise en situation a fait saisir les conséquences de la transformation du maïs en éthanol sur la paysannerie exploitée. D'autre part, le travail de réflexion en ateliers a suggéré des engagements concrets, comme acheter au local, éviter le gaspillage, appuyer des projets de coopération internationale, etc. Annick et Richard ont mentionné la nécessité cruciale de s'indigner, de s'informer, de s'impliquer.

Les personnes sensibilisées peuvent à leur tour transmettre le flambeau qui conduira finalement à la souveraineté alimentaire.

Source: Rita Lafrenière OSU

ESTRIE

Décodage d'images

Afin de s'éclairer sur la réalité de la publicité qui utilise le corps ou sa sexualité comme valeur marchande et de chercher ensemble des actions concrètes à poser, l'ARPF a organisé une rencontre: un temps d'arrêt pour sensibiliser les adultes et les jeunes afin d'aiguiser leur sens critique face aux stratégies publicitaires sexistes; une rencontre éducative qui

ouillera les participantEs pour réagir au pouvoir des agences de publicité qui ciblent les jeunes et les enfants; une occasion à ne pas manquer pour celles et ceux qui veulent agir dans leur famille et dans leurs lieux d'implication pour faire contrepoids à ce phénomène.

Le sexisme dans la publicité et son impact social concernent chacun et chacune. C'est pourquoi Madame Jeanne Maranda, présidente de l'organisme La Meute-MédiAction de Saint-Sauveur a été invitée à venir animer l'atelier «Décodage d'images». Avec elle, les personnes présentes ont appris à reconnaître une publicité sexiste et ses effets néfastes, à briser le silence et à réagir. Femme compétente, engagée et dynamique, elle apprend et invite à boycotter les produits dont la publicité sexiste dévalorise la personne et à refuser que le corps serve à faire la promotion d'un produit ou d'un service. Cet organisme collabore activement avec la Coalition nationale contre les publicités sexistes (CNCPS), pour un espace public et collectif non sexiste.

Source: Béatrice Anctil, CND

AU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Arrêtez la demande

Le 8 novembre 2009, l'ARPF du Saguenay-Lac-St-Jean a réalisé une activité contre la traite des êtres humains à trois messes dominicales de la paroisse St-Joseph d'Alma. Accepté par l'équipe pastorale, un article publié dans le feuillet paroissial informait sur la pétition «Arrêtez la demande». Présentée sous la forme de cartes postales à signer, adressées au Premier Ministre Stéphane Harper et à notre député J.-P. Blackburn, la



pétition sollicitait de créer, à l'instar de la Suède, une loi qui pénalise les auteurs de la traite des êtres humains et protège les victimes en leur assurant des services. L'article présentait aussi des statistiques révélatrices du nombre de victimes chaque année et de la somme exorbitante d'argent dont profitent les trafiquants.

La sensibilisation a été réussie. Plus de 600 cartes signées ont été recueillies et présentées à M. Blackburn dans le but de l'informer de la portée de la pétition et de lui demander de s'engager

avec les collègues de sa formation politique à promouvoir une société juste où tous les êtres humains sont traités dignement. Cette activité est le début d'une action régionale qui ambitionne de couvrir toutes les paroisses du diocèse de Chicoutimi pour rejoindre les personnes engagées en Église, les organismes communautaires, les associations et enfin toute la population.

Source: Jeanne-d'Arc Fortin, SBC

RIMOUSKI

Au parc de la gare de Rimouski, le 16 octobre 2009, lors du midi de la solidarité «Pour une ville sans pauvreté», une bonne nouvelle est apparue au milieu des prises de parole revendicatrices: au Québec, le 17 octobre en 2010, des marcheuses de toutes les régions seront dans notre Ville pour le grand rassemblement national de clôture des actions de la Marche mondiale des femmes.

Tel que souhaité lors de la dernière rencontre de l'ARPF de la région, la réflexion de la soirée du

22 octobre 2009 avait pour thème: l'écoféminisme et la relation à soi. Au Centre d'éducation chrétienne des religieuses du St-Rosaire, dix-sept Rimouskoises, des religieuses et des amies laïques se partagèrent fièrement, dans un premier temps, les richesses de leur identité de femme aux divers plans physique, intellectuel, psychologique et spirituel. Puis, elles identifièrent, avec grande joie, les libérations de plusieurs carcans néolibéraux et patriarcaux accomplies dans les mêmes sphères grâce aux acquis des luttes féministes menées

aux cours des derniers cinquante ans. Ce fut une rencontre fort intéressante.

Source: Léona Deschamps, RSR

ABITIBI

Un fait émouvant

Un fait rapporté à notre rencontre a stimulé les sœurs et des personnes associées dans leur engagement chez nous. Jane, 14 ans, embauchée comme domestique dans une famille au Brésil est devenue celle dont le mari s'est servi pour sa progéniture, car sa conjointe ne pouvait pas avoir d'enfant. À la naissance de sa fille, le couple a gardé le bébé et Jane fut mise à la porte pour toujours. À quinze ans, obligée de se prostituer pour gagner sa vie, Jane fut soumise aux exigences des proxénètes mêmes si les proxénètes étaient inhumains, grossiers et malpropres. Elle ne recevait que des pourboires quand il y en avait.

Un jour sa vie a changée grâce à un proxénète qui a vu en Jane qu'elle pouvait faire autre chose. De connivence avec un catéchète et un prêtre de la paroisse, le proxénète l'a fait sortir de la zone où elle logeait, pour vivre chez les Sœurs retirées de la ville et où elle pouvait goûter le bonheur avant sa mort à 29 ans.

Chez nous, le Mikana, maison où viennent les femmes battues, offre une aide précieuse pour amener celles-ci à une libération. Le visionnement de deux films «Parole vivante» leur fait voir la possibilité de se sortir de cette violence. Aussi, les aidantes cherchent du travail pour ces femmes et les mettent debout. À notre tour d'être témoins pour leur redonner confiance et être comme Jane témoins de bonté.

Source: Marthe Lupien, SASV

ÉLANS ET CONVERGENCES

À mi-parcours de notre plan d'action 2001-2005, où en sommes-nous? La réponse apparaît au rapport annuel de Pierrette Bertrand, OFSJ. La coordonnatrice de l'Association souligne l'animation réalisée dans les cinq régions du Québec, le travail de nos déléguées à diverses tables, les initiatives des mandataires au sein de leurs congrégations respectives. Ainsi, croit-elle, notre programme prend corps et l'ARPF demeure vivante.

L'assemblée statutaire de mai 2003 donne lieu à des décisions qui reflètent les besoins et les sensibilités de l'heure. Les participantes, au nombre de 52, reçoivent un premier dépliant sur l'Association, une réalisation attendue dont l'équipe de coordination s'est acquittée avec bonheur.

Cette même année, sous le thème Femmes, religieuses et citoyennes, la personne-ressource invitée, Yvonne Bergeron, CND, présente quatre exposés suivis d'ateliers et de remontées. Une démarche éclairante et fort stimulante à poursuivre dans le quotidien de nos vies. La célébration citoyenne de la soirée prolonge la réflexion à travers lectures, chants, partages, dégustations, Parole de Dieu, intercessions...

Attentives au projet Virage 2000, une initiative de Femmes et ministères, nous sommes au rendez-vous du 29 mars 2003 qui en clôt la deuxième phase. Un lieu d'analyse de la situation des femmes en Église en vue d'une prise de parole.

Jeanne Gareau, SSA

PLUS QUE FEMMES SAVANTES! PRIX JACQUES-ROUSSEAU...

à la neuropsychologue et guitariste Isabelle Peretz, dont les travaux ont *fondamentalement changé notre compréhension de la façon dont le cerveau analyse et traite la musique*. Elle a fait la preuve de l'existence bien concrète du «cerveau musical», comme fondatrice du BRAMS Laboratoire international pour la recherche sur le cerveau, la musique et le son.

PRIX DESJARDINS ET RESSOURCES NATURELLES...

à Shanie Leroux qui voit que ses recherches ont des visées de changement social, et qui parle d'engagement citoyen pour les Innus: «C'est d'abord aux relations interculturelles fondatrices qu'on devrait s'intéresser.»

PRIX MARCEL-VINCENT...

à Suzanne Rivard, professeure en technologies de l'information et titulaire de la Chaire de gestion stratégique des technologies de l'information à l'École des hautes études commerciales de Montréal. «Je m'intéresse à la dimension humaine et à l'aspect formel: enseignement et contact, recherches et écrits sont des sources de satisfaction.»

PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE...

à Elinor Ostrom, Professeure à Indiana, qui par ses recherches sur les moyens de partager les «biens communs» comme l'eau, les forêts, les stocks d'élevage ou les poissons, a étendu sa théorie à l'échelon international, au moment où la planète doit gérer les problèmes de pêche intensive et de réchauffement climatique.

MONTRÉALAISES D'EXCEPTION

Lise Bissonnette et Nicole Fournier, SGM, ont été honorées par la Chambre de commerce et déclarées Montréalaises d'exception. On se souvient de Lise Bissonnette à la rédaction du *Devoir* et à la direction de la Grande Bibliothèque et du dévouement de Nicole Fournier à l'Accueil Bonneau.

DIX ANS DÉJÀ!

La pratique de sage-femme est légale depuis dix ans. Une victoire gagnée par les sages-femmes, les femmes et les familles.

PATRIOTE DE L'ANNÉE

Citée comme femme de parole, Hélène Pedneault est nommée Patriote de l'année à titre posthume, par la Société Saint-Jean-Baptiste. Nous nous souvenons d'elle, comme militante de la souveraineté, de l'égalité, de la protection de l'eau. Pour nous, elle demeurera l'auteure du chant *Du pain et des roses...*

Pierrette Pelletier, SMNDA